

Actualité Entre précipice et rixe des chefs : archéologie out !

En rase campagne comme dans la plus grande ville médiévale d'Europe, le service public de l'archéologie préventive vit des moments difficiles. Destructures de site, moyens alloués très nettement insuffisants, détérioration des conditions de travail des agents, développement de la mise en concurrence et son corrolaire, le grand déplacement des agents hors de leur région d'affectation, politique de prescription des services corsetée dans la logique « stock & flux », à des années-lumière d'une politique patrimoniale et d'une recherche archéologique ambitieuses, culture autonomiste de la direction de l'établissement qui mène celui-ci dans une logique d'entreprise-roi du pétrole alors que les enjeux sont un brin plus complexes et méritent d'autres débats que l'éternel guéguerre des chefs et cheffesses dont les agents et les missions font les frais.

En 2007, 200 fouilles réalisées par l'Inrap, 150 par le secteur concurrentiel

La réalité en face...

L'activité concurrentielle se développe très rapidement depuis 2007 contrairement à ce que voudrait nous cacher la direction de l'Inrap. 66 établissements ou collectivités agréés au 13 mars 2008. Assurément, les moyens alloués à l'Inrap sont insuffisants, mais que dire des choix actuels de la direction de l'Inrap, en Champagne-Ardenne, en Ile-de-France, en Midi-Pyrénées, en Méditerranée, etc..., des choix immuables relatifs à l'organisation de l'établissement...

... Et partout

En **Champagne-Ardenne**, ce sont vingt années de recherche archéologique sur les terroirs ruraux qui sont rayées de la carte envers et contre toute logique

En **Ile-de-France**, les grandes manœuvres inrapiennes de « co ou sous-traitance » ont commencé autour de grandes opérations alors que la continuité de service public n'est plus assurée dans certains départements. En **Midi-Pyrénées**, un contrat vient d'être signé entre l'aménageur - une entreprise publique - et des entreprises privées agréementées pour une opération archéologique de plusieurs années à Toulouse.

En **Languedoc-Roussillon**, des fouilles sont attribuées à une entreprise privée dans des conditions qui nous paraissent douteuses.

En **Nord-Pas-de-Calais**, une entreprise privée n'a pas fait l'étude post-fouille pour cause de faillite. La continuité du service public, là encore, n'est plus assurée.

Aucune région n'est épargnée.

De la guéguerre des chefs aux conflits inter-services ...

Quand, à la mise en concurrence, s'ajoutent les incuries locales dans la gestion au quotidien de l'archéologie préventive, ce sont bien les missions et les agents qui trinquent. A titre d'exemple, au budget régional de la région Paca, ce sont « - 23 ETP » par rapport à 2007 pour les fouilles, soient une trentaine d'agents en grand déplacement hors de leur région tout au long de l'année 2008. L'incapacité de l'Inrap à mener de concert avec la DRAC une politique publique patrimoniale et de recherche en région Paca profite quand même à la politique ambiante actuelle ; c'est tellement plus simple quand les autorités n'ont pas intérêt à agir... et à laisser se développer les guéguerres inter-services publics.

Répondre aux appels d'offre

Partout, les agents réclament à cors et à cris que l'Inrap réponde aux appels d'offre et ne se contentent pas des fouilles qui lui reviennent par l'article 46 (défaut de concurrence).

Répondre aux appels d'offre c'est pourtant le seul moyen d'honorer les politiques entreprises par les services de l'Etat et l'Inrap depuis des dizaines d'années sur les terroirs des villes et des campagnes qui font l'objet d'étude approfondies par les agents.

Ne pas répondre aux appels d'offre, c'est un déni des compétences scientifiques des agents publics et des missions de l'établissement, c'est se faire hara-kiri et

faire table rase des recherches au long court indispensables à l'avancée de la connaissance des sociétés anciennes, de leur construction, de leur disparition sur un territoire, c'est empêcher toutes les études inter disciplinaires et toutes les collaborations pourtant indispensables à l'archéologie préventive.

La bêtise crasse de la prescription « stock & flux »

Nous pourrions attendre de l'Inrap et de la tutelle une autre politique que celle actuellement menée où la prescription n'est vue qu'au travers des prismes budgétaires et économiques du « stock et du flux ». **Doit-on rappeler que la prescription est avant tout un acte scientifique ?**

L'objectif de la CGT : défendre les agents

La CGT défendra sur l'ensemble du territoire les agents, leurs missions, leurs emplois, s'emploiera, comme elle l'a toujours fait, à l'amélioration des conditions de travail et à faire reconnaître la pénibilité du métier. Elle exige des moyens supplémentaires, une autre politique de l'archéologie préventive, s'opposera à toute mutation d'office des agents et veillera à la continuité du service public dans toutes les régions. C'est pourquoi elle appelle tous les agents de l'archéologie à faire grève et à manifester le 10 juin.